

Aff N°: 21536651

N° chrono: 5

Date: 11/05/22

# PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

## Création d'un Centre Médico Psychologique EVRECY (14)



### MAITRE D'OUVRAGE

ETS PUBLIC DE SANTE MENTALE DE CAEN  
15 T RUE SAINT OUEN  
CS 45373  
14053 CAEN CEDEX 4

**Maître d'oeuvre**

CABINET BOISROUX ARCHITECTE ASSOCIES  
14 Impasse Amiral Troude  
50101 CHERBOURG OCTEVILLE  
France

**COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE****PHASE DE CONCEPTION**

APAVE NORD OUEST SAS - Caen  
BOSCHE MIKAEL  
5 rue d'Atalante  
Le Citis  
CS 90200  
14205 HEROUVILLE SAINT CLAIR CEDEX

**PHASE DE REALISATION**

APAVE NORD OUEST SAS - Caen  
BOSCHE MIKAEL  
5 rue d'Atalante  
Le Citis  
CS 90200  
14205 HEROUVILLE SAINT CLAIR CEDEX

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	11/05/22	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	5

## PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

### Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

## SOMMAIRE

<b>1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION</b>	<b>6</b>
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
<b>2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS</b>	<b>8</b>
2.1. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU COORDONNATEUR	8
<b>3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS</b>	<b>10</b>
3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	10
3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	10
3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	17
3.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	19
<b>4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT</b>	<b>20</b>
4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	20
4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	23
4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	23
4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	24
4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire	25
4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	26
4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	27
<b>5. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT</b>	<b>36</b>
5.1. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K€ : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)	36
<b>6. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES</b>	<b>37</b>

## 6.1. ORGANISATION DES SECOURS

37

**7. ANNEXES****39**

## 7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

39

## 7.2. CALENDRIER DES TRAVAUX

43

## 7.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

43

## 7.4. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

43

## 1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

### 1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

#### 1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

**Nom de l'opération :**

Création d'un Centre Médico Psychologique - EVRECY (14)

**Descriptif de l'opération :**

Chantier situé Rue des Cerisiers à EVRECY.

Le projet consiste en la réalisation d'un centre de santé mentale.

Projet en R+1

**Calendrier :**

Date début des travaux : Septembre 2022

Durée totale des travaux : 12 mois

**Planning - Phasage de l'opération :**

Selon planning MOE

**Effectifs :**

Effectif moyen prévisible : 10

Effectif pointe prévisible : 16

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

#### 1.1.2. Mode de consultation

Appel d'offre ouvert

Corps d'état séparés

Marché privé

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

#### 1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

#### 1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

#### 1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr)

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

## 2. ENCLENCHEMENT DE LA MISSION DE COORDINATION SPS

### 2.1. DOCUMENTS ET INFORMATIONS A COMMUNIQUER AU COORDONNATEUR

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>PREVENTION DES RISQUES LIES AUX INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE</b> <b>Documents à réclamer aux entreprises et à joindre au DIUO</b>			



49	<p>Les documents énumérés ci-dessous sont destinés à être référencés dans le DOSSIER D'INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR L'OUVRAGE. Certains sont à remettre par le Maître d'oeuvre, d'autres par les entreprises, qu'elles joindront à leurs Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE). Nous vous indiquons dès à présent la liste des documents à fournir en fin de chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan de masse - Plans de l'ouvrage - Plans des façades</li> <li>- Réseaux existants et créés : plans de récolement</li> <li>- Installations électriques : plans et schémas - plans d'accès - cheminements</li> <li>- Installations de ventilation/climatisation : plans et schémas - plans d'accès - cheminements</li> <li>- Installations de désenfumage : plans et schémas - plans d'accès - cheminements</li> <li>- Matériaux susceptibles de voir leurs caractéristiques mécaniques altérées dans le temps (fibres-ciment, parties translucides,...) : plans d'implantation et accès aux zones concernées</li> <li>- Matériaux fragiles (verrières, bacs métalliques de faible épaisseur, ) : Plans d'implantation et accès aux zones concernées</li> <li>- Toiture : nature des cheminements et plan de circulation indiquant le positionnement des accès, des équipements accessibles, des points d'éclairage</li> <li>- Combles : nature des cheminements et plan de circulation indiquant le positionnement des trappes d'accès, des équipements accessibles, des points d'éclairage</li> <li>- Matériaux translucides ou surfaces vitrées en couverture : procès verbaux de résistance</li> <li>- Ancrages pour EPI contre les chutes : rapport de vérification avant mise en service</li> <li>- Ancrages pour EPI contre les chutes : plans indiquant les points particuliers (accès, calepinage)</li> <li>- Ancrages pour EPI contre les chutes : données de calcul, caractéristiques et notice technique</li> <li>- Dispositifs d'ancrage permanents (EPI contre les chutes, échafaudages) : couples sur parements, revêtements, calepinage</li> <li>- Vides sanitaires/galeries techniques : plans d'accès - cheminements - implantation des éclairages - gabarits de passage</li> <li>- Locaux techniques ascenseurs : plans d'accès - cheminements - implantation des éclairages</li> <li>- Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) : Bordereau établi sur papier à entête du Maître d'Oeuvre</li> <li>- Dossier de Maintenance des Lieux de Travail (DMLT) : Bordereau renseigné par le Maître d'Ouvrage</li> <li>- AMIANTE - DTA : Fiche récapitulative mise à jour à l'issue des travaux</li> <li>- AMIANTE : positionnement des produits amiantés laissés en place dans les ouvrages et indication des moyens de signalisation</li> <li>- PLOMB : positionnement des parties d'ouvrage contenant du plomb et indication des moyens de signalisation</li> </ul>	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Maître d'ouvrage	Réception du chantier
----	--	-----------------------------------	------------------	-----------------------


### 3. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS


#### 3.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER			
				
14	<b>RAPPEL: le chantier est interdit au public.</b> Les personnes pouvant y accéder sont celles concernées par les travaux et à ce titre, autorisées par le maître d'ouvrage. Seront également autorisés à pénétrer sur le chantier, les prestataires de service, livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs, personnels chargés de la maintenance, commerciaux, etc., désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accueillis ou accompagnés par un représentant de cette entreprise connaissant le chantier, dotés des protections individuelles nécessaires, et informés des risques et consignes de sécurité à respecter.	Tous interv.		Durée chantier
7	<b>DISPOSITIONS D'ACCES AU CHANTIER</b> <b>Itinéraire d'accès - Fléchage</b> L'entreprise titulaire du lot GO devra mettre en place une signalisation et un fléchage afin d'indiquer à tous les prestataires, livreurs et entreprises la position du chantier. Cette signalisation devra être mise en place avant les travaux.	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

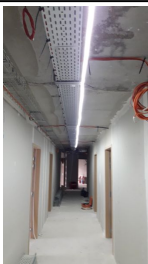

#### 3.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER




N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
28	<b>PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER</b> <b>Organisation générale</b> Implanter de préférence les installations fixes dans les zones des futures espaces verts et parcs de stationnement. Raccorder en priorité les équipements aux réseaux de distribution à proximité des points de pénétration de ces réseaux dans l'emprise du chantier. <u>Projet de plan d'installation de chantier</u>	Maître d'oeuvre		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

5	<p>Préciser sur un plan d'installation de chantier :</p> <p>Les points de raccordement aux réseaux de distribution desservant le chantier</p> <p>Le tracé des réseaux enterrés et aériens existants sur le site.</p> <p>L'emplacement des clôtures de chantier.</p> <p>Les accès au chantier.</p> <p>Les voies de déplacement pour les piétons et véhicules.</p> <p>Les sens de circulation.</p> <p>Les aires d'attente et de retournement des camions et engins.</p> <p>Les zones de manoeuvre des véhicules et engins</p> <p>Les zones de nettoyage des toupies et roues des camions et engins.</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules d'entreprises et engins.</p> <p>Les aires de stationnement pour les véhicules du personnel et de l'encadrement du chantier.</p> <p>Les zones interdites à la circulation et au stationnement.</p> <p>Les zones d'implantation des grues à tour.</p> <p>Les zones de mise à poste des grues automotrices.</p> <p>Les zones interdites au survol de charges.</p> <p>Les zones de stockage par type de matériaux.</p> <p>Les zones réservées aux magasins et ateliers.</p> <p>Les zones de préfabrication.</p> <p>Les installations de la base vie (sanitaires, vestiaires, réfectoires, bureaux, salles de réunion, infirmerie, etc.).</p> <p>Le tracé des réseaux de distributions (électricité, eau, téléphone, air comprimé, assainissement, etc.) et la position des points de distribution.</p> <p>La position des téléphones de secours et des points de rassemblement.</p> <p>La position des moyens de secours contre l'incendie.</p>	<p>GROS OEUVRE - CARRELAGE</p> <p>Maître d'oeuvre</p>		Ph. préparation
	<b>CLOTURE DE CHANTIER</b>			
				
34	<p>Mettre en place une clôture de chantier, pour la durée totale des travaux, afin d'éviter les risques d'intrusion de personnes non autorisées dans l'enceinte du chantier. Maintenir l'accès au chantier fermé et verrouillé pendant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...). En assurer l'entretien.</p> <p>Cette clôture fixe ne pourra être enlevée qu'avec l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre, du Coordonnateur SPS.</p>	<p>GROS OEUVRE - CARRELAGE</p>		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<b>PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES</b>			
63	<p><b>Plateforme de cantonnement</b></p> <p>L'implantation du cantonnement sera définie en tenant compte de la présence éventuelle des réseaux, et des recommandations découlant de la D.T et des D.I.C.T. Cette zone permettra l'implantation des bungalows de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, la salle de réunion, les vestiaires de toutes les entreprises, les réfectoires, les sanitaires du cantonnement, les parkings.</p> <p>Plateforme de 300m2 minimum conformément au CCTP.</p>	<p>GROS OEUVRE - CARRELAGE</p>		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

21	<b>Aire de stationnement des véhicules des salariés du chantier</b> <u>A l'intérieur du chantier</u> Réaliser un parc de stationnement de capacité adaptée à la catégorie de l'opération pour les véhicules des salariés employés sur le chantier à proximité du cantonnement. Effectuer le marquage au sol ( optimisation du stationnement, sens de circulation ...). La plateforme sera traitée comme l'ensemble des circulations du chantier pour être constamment praticable. Elle sera drainée et éclairée si nécessaire.	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier
	<b>PRESTATIONS A L'INTERIEUR DES OUVRAGES</b> <b>Branchements</b> <u>Electricité (réseau intérieur)</u>			
				
15	L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance. Aucun poste de travail ne sera distant d'un coffret de plus de 25 m. Les coffrets divisionnaires de prise de courant comporteront à minima un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A + T et 1 prise 3x20 A+T et un arrêt d'urgence normalisé. Les coffrets seront suspendus ou sur pieds. Les alimentations seront protégées contre les chocs et l'écrasement ou suspendues. Les câbles et rallonges seront fixés de manière à éviter les risques d'accidents de plain- pied dans les passages et escaliers. Les coffrets seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur. Les contrôles réglementaires, initial et périodiques, ainsi que la surveillance et la maintenance de l'installation seront effectués conformément aux dispositions réglementaires. Consulter la fiche OPPBTP relative à l'installation électrique provisoire d'éclairage des chantiers (G1 F 02 89). <u>Coffrets divisionnaires - composition et répartition</u>	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier


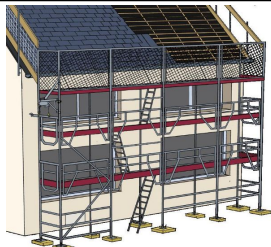
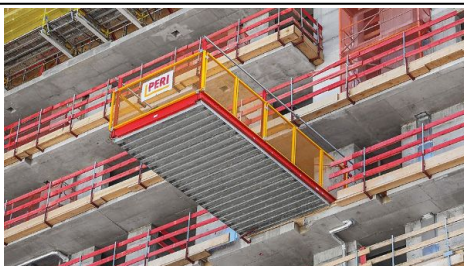
**INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER**
**PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

64	<p>La répartition des coffrets électriques se fera en fonction de la configuration du chantier et en respectant les principes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les postes de travail seront à moins de 25 m du coffret le plus proche</li> <li>• Ils comporteront (équipement minimum) un dispositif de protection différentielle 30 mA, 4 prises de courant 2x16 A+ T et 1 prise 3x20 A+ T ainsi qu'un arrêt d'urgence normalisé.</li> <li>• Ils seront suspendus ou sur pieds.</li> <li>• Ils seront obligatoirement cadenassés et seul le personnel habilité pourra intervenir à l'intérieur.</li> </ul> <p>En cas de besoin, l'entreprise mettra à disposition de ses salariés un coffret ou des coffrets complémentaires d'alimentation électrique. Ces coffrets ne seront pas éloignés de plus de 25 ml du point de raccordement. La connexion sera compatible avec les prises existantes sur le chantier.</p> <p><u>Eclairage des circulations</u></p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier
				
16	<p>Installer un éclairage des circulations verticales et horizontales en très basse tension de sécurité (TBTS), ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK08 protégés par disjoncteur différentiel 30 mA.</p> <p><u>Eclairage des postes de travail</u></p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier
				
32	<p>L'éclairage du poste de travail est à la charge de chaque entreprise intervenante.</p> <p>Les prolongateurs électriques seront uniquement de la série H07-RN-F assurant une protection contre les risques mécaniques, d'une étanchéité parfaite et ne dépassant pas 25 ml.</p> <p>Les enrouleurs seront marqués "catégorie B" norme NFC 61.720.</p> <p>Les prises de courant porteront un indice de protection IP 447 à minima.</p> <p>Les baladeuses seront de la catégorie B norme NFC 71.008.</p> <p>Les projecteurs halogènes seront conformes à norme NF et munis d'une grille de protection.</p> <p><u>Eau : réseau intérieur y compris évacuation</u></p>	Toutes entrep.		Durée chantier

				
36	<p>A partir des points de raccordement laissés en attente à 2 m du bâtiment mettre en place des points de puisage avec robinet à nez fileté et un réceptacle à raison d'un point de puisage par niveau et par cage d'escalier. La distance entre deux points de puisage sera inférieure à 40 m. Installer un surpresseur provisoire si nécessaire.</p> <p><b>Installations sanitaires</b></p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier
				
53	<p>Leur nombre sera fonction du nombre de salariés sur le chantier en tenant compte de la présence de personnel féminin le cas échéant.</p> <p><b>Signalétique à l'intérieur des ouvrages</b></p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
47	<p>Mettre en place une signalisation dans les ouvrages, sous forme de panneaux PVC ou plastifiés, très visibles, afin d'aider au repérage des lieux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• fléchage de signalisation dans les bâtiments, repérage des lieux : étage, sortie de secours vers.....</li> <li>• zone de danger : trémies, désenfumage ...</li> <li>• point de recette à matériaux,</li> <li>• zone de stockage, déchetterie, sanitaires, réfectoire, bureau chantier, téléphones, panneau d'information du chantier</li> <li>• et autre à la demande du CSPS etc.</li> </ul>	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier
<b>ZONE DE CANTONNEMENT</b>				
				
26	<p>Toute opération doit disposer d'une zone de cantonnement pour accueillir les installations de vie collective et d'hygiène, qui seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier, conformément aux articles R4534-139 et suivants.</p> <p><b>Montage, démontage des installations du cantonnement</b></p>	Maître d'ouvrage		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée



56	<p>Les opérations de montage/démontage de bungalows doivent s'effectuer dans le respect des Principes Généraux de Prévention et faire l'objet d'une évaluation des risques spécifique permettant de choisir les mesures de prévention appropriées, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- interdire l'accès à la zone de montage/ démontage aux intervenants du chantier,</li> <li>- prévoir la présence d'un « homme trafic » compétent et équipé (baudrier, etc.....) afin de prévenir les risques liés à la circulation des véhicules d'approvisionnement,</li> <li>- différer ou suspendre le montage/ démontage des bungalows si les conditions climatiques sont mauvaises (vent,...),</li> <li>- prévoir des cantonnements provisoires pour accueillir les salariés chargés de ces travaux, lorsque la phase d'installation/ démontage des cantonnements dure plus d'une journée.</li> <li>- L'élingage de l'ensemble de la base vie se fera de plain pied.</li> </ul> <p><b>Gestion de cantonnement - Base vie</b></p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE	Avt arriv. Ent
65	<p>La base vie sera gérée par le responsable du chantier désigné pendant toute la durée des travaux du présent marché. Elle sera ouverte chaque matin à l'arrivée de la première équipe et refermée chaque soir au départ de la dernière équipe. Cette base vie devra rester opérationnelle pendant la durée totale de chaque tranche de travaux, y compris pendant les périodes éventuelles d'arrêt du chantier.</p> <p><b>Installations communes de vie collective</b></p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE	Durée chantier
60	<p>Les installations de vie collective seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier .</p> <p>Chacune des entreprises fera son affaire des autres installations nécessaires à ses interventions sur le chantier. Elles pourront se grouper pour les réaliser et les entretenir.</p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE	Avt arriv. Ent
66	<p><u>Vestiaires</u></p> <p>Mettre à la disposition des travailleurs des locaux-vestiaires conformément à R4534-139 du Code du Travail : convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, nettoyés au moins une fois par jour et tenus en état constant de propreté.</p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE	Durée chantier
67	<p><u>Réfectoire</u></p> <p>Le réfectoire sera dimensionné pour l'effectif de pointe. Il sera équipé de tables et chaises en nombre suffisant. Un appareil permettant de réchauffer les aliments sera prévu, ainsi qu'un garde manger ou réfrigérateur.</p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE	Durée chantier
68	<p><b>Installations communes d'hygiène</b></p> <p>Les installations d'hygiène seront communes à l'ensemble des entreprises intervenantes pour toute la durée du chantier.</p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE	Durée chantier
69	<p><u>Sanitaires</u></p> <p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des cabinets d'aisance aménagés de manière à ne dégager aucune odeur, équipés de chasse d'eau et pourvus de papier hygiénique. Prévoir au moins un cabinet d'aisance et un urinoir pour vingt hommes et deux cabinets pour vingt femmes (R4534-144, R 4228-2 à 18 du Code du travail).</p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE	Durée chantier
70	<p><u>Lavabos</u></p> <p>Installer et mettre à disposition des travailleurs des lavabos alimentés en eau potable, et à température réglable, à raison d'un lavabo pour dix travailleurs au plus (R4228-7 du Code du travail).</p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE	Durée chantier

71	<u>Douches</u> Sur les chantiers où sont réalisés certains travaux insalubres et salissants, des douches sont mises à la disposition des travailleurs (R4228-8 du Code du Travail). <b>Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages)</b>	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier
13	L'ensemble des installations du cantonnement (sanitaires, réfectoire, vestiaires, bureaux...) sera nettoyé quotidiennement. Ces travaux de nettoyage feront l'objet d'un contrat avec une entreprise extérieure qui sera imputé au compte prorata.	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier
<b>NETTOYAGE DU CHANTIER</b> <b>Nettoyage des zones d'intervention</b>				
				
39	Chaque entreprise assurera son nettoyage quotidiennement. Au besoin, les entreprises pourront se regrouper pour pouvoir avoir des bennes de chantier.	Toutes entrep.		Durée chantier
<b>MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP</b> <b>Circulations verticales et élévation de personnes</b> <u>Échafaudages</u>				
				
2	Le MO prendra une entreprise extérieure afin de mettre en place un échafaudage. Une réunion technique sera programmée avec le Moe, le CSPS et les entreprises afin d'utiliser au mieux cet échafaudage. Egalement nous demandons au MOe de faire apparaître la mise en place de l'échafaudage sur le planning. <b>Manutention Levage Approvisionnement</b> <u>Recettes à matériaux</u>	Coord.SPS Entrep. concernée Maître d'oeuvre		Durée chantier
				
31	Les points de "recette" du matériel et des matériaux en étage seront proposés par les entrepreneurs et soumis à l'approbation du Maître d'Oeuvre et du coordonnateur SPS. Les zones devront être équipées en permanence des protections collectives adaptées.	Entrep. concernée		Durée chantier



### 3.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
1	<b>SOL ET SOUS-SOL</b> Pour la réalisation de leurs travaux les entreprises devront prendre en compte les dangers et contraintes liés à la configuration du sol et du sous-sol (pollution, nappe phréatique, cavités, engins de guerre ...).	Toutes entrep.		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
72	<b>Engins de guerre</b> La découverte d'engins de guerre est possible ou probable dans le périmètre du chantier. Informers les conducteurs d'engins des dangers et de la conduite à tenir : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Redoubler d'attention</li> <li>• Arrêter le terrassement et toute activité dès la découverte d'un objet suspect</li> <li>• Ne jamais manipuler ou toucher l'objet suspect</li> <li>• Baliser la zone de découverte, et interdire son accès à toute personne</li> <li>• Prévenir le responsable de travaux afin qu'il alerte les services compétents (protection civile en préfecture, gendarmerie, service de déminage)</li> <li>• Ne reprendre les travaux qu'après enlèvement des objets suspects.</li> <li>• Afficher les numéros d'appel des services de déminage dans le bureau de chantier et les reprendre dans les PPSPS des entreprises amenées à effectuer des travaux de terrassement.</li> </ul>	Entrep. concernée		Durée chantier
	<b>RECHERCHE D'OUVRAGES OU DE RESEAUX ENTERRES / AERIENS : DT et DICT</b>			
				
44	Les travaux réalisés au voisinage d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, qu'ils se déroulent dans le domaine privé ou public, sont soumis à certaines dispositions réglementaires (décret 2011-1241 du 05/10/2011) : <ul style="list-style-type: none"> <li>- déclaration de projet de travaux (DT) : à charge du maître d'ouvrage, au stade de l'élaboration du projet,</li> <li>- déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) : chaque entreprise, y compris sous-traitante, ou membre d'un groupement d'entreprises, chargée de l'exécution des travaux, est tenue d'adresser cette déclaration avant intervention.</li> </ul> Les formulaires permettant d'effectuer ces déclarations, ainsi que la liste des exploitants de réseaux à qui elles doivent être envoyées, sont disponibles sur le Télé - service <a href="http://www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr">www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr</a> . La consultation du Télé- service est obligatoire. Ces déclarations doivent être renouvelées si les travaux n'ont pas débutés dans les 3 mois après la consultation du Télé - service. <b>CLASSES DE PRECISION DE LOCALISATION DES RESEAUX ENTERRES</b>	Entrep. concernée		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

73	<p>La précision de localisation des réseaux enterrés est classifiée de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Classe A</b> : <math>\leq 0.40m</math> pour réseau rigide ou <math>\leq 0.50m</math> pour réseau flexible</li> <li>• <b>Classe B</b> : <math>\leq 1.50m</math></li> <li>• <b>Classe C</b> : <math>&gt; 1.50m</math></li> </ul>			
74	<p><b>D.T.</b></p> <p>Déclaration de vos projets de travaux aux exploitants ayant des réseaux à proximité de la zone où vous prévoyez des travaux en utilisant le télé-service <b>www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr</b>.</p> <p>Ce service permet de connaître les exploitants ayant des réseaux aériens, souterrains, ou subaquatiques, sur terrain public ou privé.</p> <p>Communiquer au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS toutes les réponses pour prise en compte dans les marchés de travaux</p>	Maître d'ouvrage		Ph. préparation
75	<p><b>D.I.C.T.</b></p> <p>Avant exécution des travaux, que vous soyez entreprise titulaire ou sous-traitant, vous devez impérativement consulter le télé-service <b>www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr</b>, afin d'identifier les exploitants de réseaux et localiser les réseaux situés dans l'emprise ou à proximité des travaux.</p> <p>Le télé - service vous donne accès aux formulaires de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT) pré-remplis à télécharger et à transmettre aux exploitants.</p> <p>Joindre les réponses des DICT au PPSPS de votre entreprise.</p> <p>Tous travaux non débutés dans les 3 mois ou des modifications dans les travaux doivent faire l'objet d'un renouvellement de DICT.</p>	Entrep. concernée		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
76	<p><u>Marquage - piquetage</u></p> <p>Le marquage - piquetage sera réalisé en phase préparation et avant tout commencement des travaux. Aucun démarrage des travaux ne pourra intervenir avant le marquage – piquetage de l'ensemble des réseaux.</p>	Maître d'ouvrage		Avant interv.
10	<p><b>DEFINITION DES DOMAINES DE TENSION</b></p> <p>Les 4 domaines de tension sont :</p> <p><u>Pour l'alternatif :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- TBT &lt; à 50 Volts</li> <li>- BT entre 50 V et 1 000 Volts</li> <li>- HTA entre 1 000 V et 50 000 Volts</li> <li>- HTB &gt; 50 000 Volts</li> </ul> <p><u>Pour le continu :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- TBT &lt; à 120 Volts</li> <li>- BT entre 120 V et 1 500 Volts</li> <li>- HTA entre 1 500 V et 75 000 Volts</li> <li>- HTB &gt; 75 000 Volts</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier
	<p><b>DEFINITION DES DISTANCES DE SECURITE</b></p>			
				

58	<p>Les distances de sécurité sont définies entre un opérateur et une installation ou un ouvrage. On distingue 5 types de distances à partir d'une pièce nue sous tension:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>DLI</b> : distance limite d'investigation (établie à 50 m)</li> <li>• <b>DLVS</b> : distance limite de voisinage simple (3 m &lt; à 50 000 volts - 5 m &gt; 50 000 Volts)</li> <li>• <b>DLVR</b>: distance limite de voisinage renforcée (en BT = 30 cm - en HT = distance variable en fonction de la tension)</li> <li>• <b>DMA</b> : distance minimale d'approche ( en BT = DLVR - en HT = distance limite à ne jamais franchir)</li> <li>• <b>DLAP</b> : distance limite d'approche prudente autour d'une canalisation isolée enterrée (50 cm de la canalisation)</li> </ul>	Tous interv.		Durée chantier
27	<p><b>DEFINITION DES ZONES AUTOUR D'UNE PARTIE NUE SOUS TENSION</b></p> <p><u>Zone 0 (DLI)</u> : zone d'investigation où le personnel non habilité peut travailler sans risque.</p> <p><u>Zone 1 (DLVS)</u> : zone de voisinage simple d'accès réservée aux personnels habilités au domaine de tension de la zone</p> <p><u>Zone 2 (DLVR)</u> : zone de voisinage renforcé dont l'accès est réservé au personnel habilité désigné par l'employeur et autorisé à travailler au voisinage de pièces nues sous tension en HT</p> <p><u>Zone 3 (DMA)</u> : zone de travaux sous tension HT accessible uniquement à des électriciens formés et habilités aux travaux sous tension</p> <p><u>Zone 4 (DMA)</u> : zone de voisinage renforcé BT, règles d'interventions générales ou relatives aux travaux sous tension en BT (réservé aux électriciens pour manoeuvre, mesurage, essai ..)</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
40	<p><b>RESEAU ELECTRIQUE BT,HTA,HTB INTERIEUR AUX OUVRAGES</b></p> <p>Les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage, avec des pièces nues sous tension, ne peuvent être effectuées que par des travailleurs habilités.</p> <p>Afin d'éviter les risques d'électrisation, l'entreprise demandera à l'exploitant la mise hors tension du réseau, préalablement aux travaux.</p>	Titulaire du lot		Lors du raccordement des 2 bâtiments



### 3.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
77	<p><b>RISQUE BIOLOGIQUE</b></p> <p><b>COVID - 19</b></p> <p>Se référer aux dispositions prévues au guide de l'OPPBTP en vigueur</p>	Tous interv.		Durée chantier

## 4. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT


### 4.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES</b>			
57	La circulation et les manœuvres des véhicules et engins à l'intérieur du chantier devront être organisées selon les principes développés dans la recommandation <b>CRAM R.434</b> .	Toutes entrep.		Durée chantier
78	<b>Plan de circulation</b> Etablir un plan de circulation pour la réalisation des travaux. Privilégier la spécialisation des différentes voies de circulation dans le plan de circulation. <u>Prévoir notamment</u> : le sens de circulation les zones de manœuvre des véhicules et engins les zones de stockage les circulations des piétons et des véhicules l'organisation des manœuvres les zones tampon de stationnement à l'entrée du chantier. Ce plan de circulation sera <b>soumis, pour avis</b> au Maître d'oeuvre et au coordonnateur avant le commencement des travaux.	GROS OEUVRE - CARRELAGE Maître d'oeuvre		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
79	<b>Séparation des voies de circulation</b> Mettre en place des dispositifs de séparation des voies de circulation conformément au plan de circulation.	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier
	<b>CIRCULATION DES PIETONS</b>			
80	Prévoir l'aménagement des voies et chemins d'accès reliant le cantonnement, le parking du personnel, les postes de travail et le réseau routier ainsi que leur entretien pendant la durée des travaux. Les circulations piétonnes seront séparées des voies de circulation des véhicules et engins. Les cheminements seront signalés, balisés. Ils devront rester libre de tout encombrement (matériel, câble électrique, stockage, gravats, etc.). Les voies d'accès seront constamment praticables.	GROS OEUVRE - CARRELAGE Maître d'oeuvre		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
20	<b>Itinéraires</b> Installer une séparation physique entre les voies empruntées par les piétons et celles utilisées par les engins et véhicules, particulièrement à proximité et à la sortie de la zone de cantonnement.	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier
81	<b>Fléchage, signalisation</b> Mettre en place et assurer la maintenance d'une signalisation des itinéraires piétons. Ces dispositifs devront être parfaitement visibles de jour comme de nuit.	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier
23	<b>Aménagements particuliers</b> L'entrée du bâtiment se fera de plain pied et se constamment praticable pour éviter la chute de plain pied notamment lors des livraisons. une rampe d'accès pourra être demandé si l'entrée n'est pas correcte.	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier

82	<b>MOYENS DE CIRCULATION HORIZONTALE : PASSERELLES - PLANCHERS - PLATEFORMES</b> <p>Le choix et la mise en place de moyens de circulation de bonne qualité permet d'éviter les risques d'accident de plain-pied et les chutes de hauteur. Les passerelles, planchers, plateformes, seront construits en conformité avec les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront dimensionnés, installés, fixés et protégés de sorte que la circulation dans un sens et dans un autre puisse se faire sans créer de risque de chute. Ils seront équipés de dispositifs collectifs de protection contre les chutes de hauteur. Ils garantiront l'accès et la circulation dans des conditions ergonomiques. Ils devront permettre le passage d'un brancard et assurer l'évacuation en cas de danger imminent. Ils seront convenablement éclairés.</p> <p><b>Fouilles - Tranchées</b></p>			Durée chantier
				
9	<p>Mettre en place et entretenir des passerelles de franchissement des tranchées dès que leur largeur est supérieure à 0,40 m. Ces passerelles adaptées à la dimension des fouilles et tranchées, seront protégées contre les risques de chute par des garde-corps sur toute leur longueur.</p> <p><b>Toiture terrasse</b></p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE TERRASSEMEI - VRD		Phase VRD et fondations GO
				
55	<p>Les déplacements en toiture se feront <b>dès que les protections collectives provisoires seront installées</b>, à l'avancement, pendant toute la durée du chantier par le lot Gros OEuvre, puis par le lot Etanchéité. Ces équipements seront conservés pour les lots techniques et <b>jusqu'à la réception des travaux en toiture, par le Maître d'oeuvre</b>, ses bureaux d'études associés ainsi que le Contrôleur technique. En aucun cas les contraintes d'étanchéité des rives (pose des couvertines) ne devront interférer dans le maintien de ces protections collectives. Pour les protections collectives des balcons.</p> <p><b>Plate-forme autour ouvrage</b></p>	COUVERTURE - ETANCHEITE GROS OEUVRE - CARRELAGE Toutes entrep.		Durée chantier
42	<p>Les plates formes autour du bâtiment ou de l'ouvrage, auront une sur largeur de 2.00ml, pour permettre les déplacements des personnes, la mise en place d'échafaudage. Cette sur largeur est prise au droit de la façade.</p>	TERRASSEMEI - VRD		Phase VRD
	<b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES</b>			

83	<p>Les accès devront se faire par tout type de moyens sécurisés, en nombre suffisant, choisis en fonction de la hauteur des postes de travail : tour escalier, escalier existant ou à construire, échafaudage, ascenseur de chantier...</p> <p>La mise en place d'escaliers protégés contre les risques de chutes de hauteur doit être préférée aux autres moyens de circulation sur le chantier, notamment les échelles. Elle doit être recherchée en priorité et planifiée de sorte que les escaliers de tous types, qu'ils soient définitifs ou provisoires, puissent servir de moyen principal de circulation aux intervenants sur le chantier.</p> <p>Lorsque des tours escaliers, des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied" et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants " seront mises en oeuvre.</p>	Toutes entrep.		
48	<p><b>Escaliers définitifs</b></p> <p>Privilégier la construction et la mise en place des escaliers définitifs de l'ouvrage, équipés des protections collectives contre les chutes. Planifier leur réalisation de manière à ce qu'ils puissent être utilisés par le plus grand nombre d'intervenants sur le chantier. Faire apparaître leur réalisation sur le planning des travaux.</p>			Durée chantier
84	<p><b>Escaliers provisoires - Tours escaliers</b></p> <p>Mettre en place des escaliers provisoires à l'avancement des travaux, équipés des protections collectives contre les chutes. Planifier leur réalisation de manière à ce qu'ils puissent être utilisés par le plus grand nombre d'intervenants sur le chantier. Faire apparaître leur réalisation sur le planning des travaux.</p> <p><b>Pour accès en toiture:</b></p> <p>Tour d'escalier au lot Gros oeuvre pour accès en toiture pendant ses travaux.</p> <p>Tour d'escalier au lot étanchéité à la fin de la phase GROS OEUVRE.</p>	<p>COUVERTURE - ETANCHEITE GROS OEUVRE - CARRELAGE</p>		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
<b>MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : EQUIPEMENTS AMOVIBLES TELS QUE LES ECHELLES</b>				
				
46	<p>L'utilisation généralisée de l'échelle comme moyen d'accès et de circulation ne permet pas de répondre aux principes généraux de prévention.</p> <p>Les échelles peuvent être utilisées comme moyens d'accès, dans les conditions définies dans le code du travail, suite à évaluation des risques effectuée par l'entreprise.</p> <p>Le port de charge sera exceptionnel, limité à des charges légères, peu encombrantes, portées par exemple en bandoulière ou à la ceinture (outillage léger). Il ne doit pas empêcher le maintien d'une prise sûre, c'est à dire au moins trois points de préhension, simultanément. Cette règle interdit le port manuel de charge sur une échelle.</p> <p>L'échelle ne peut être utilisée comme poste de travail.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier




	MOYENS DE PROTECTION COLLECTIVE CONTRE LES CHUTES			
				
3	<p>La mise en place des protections collectives préalablement à l'intervention des entreprises, en particulier lorsqu'il s'agit de protections collectives contre les risques de chute de hauteur, est une priorité. Les protections collectives seront conçues et installées selon les dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Elles répondront aux objectifs ci-dessous permettant de satisfaire aux principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage sera, dans toute la mesure du possible, préférée à l'installation de protections provisoires de chantier.</li> <li>- L'entreprise chargée des protections collectives recherchera et mettra en œuvre les solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- La maintenance et l'entretien des protections collectives seront assurés par une entreprise désignée à cette fin.</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier

#### 4.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
45	<p><b>MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES</b></p> <p>Afin de limiter les risques de troubles musculo-squelettiques, des mesures d'organisation appropriées doivent être prises en mettant à disposition des travailleurs des moyens adaptés, essentiellement des équipements mécaniques de manutention. Les salariés dont l'activité comporte des manutentions manuelles doivent être formés à ces opérations. Il est rappelé aux chefs d'entreprises qu'ils ont obligation de limiter au strict minimum les manutentions manuelles. Les mesures prises seront détaillées par chaque entreprise concernée dans son PPSPS.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
11	<p><b>Aide à la manutention ( grue sur le chantier, treuil, palan, etc..)</b></p> <p>Prévoir des moyens d'aide à la manutention manuelle. Utiliser en priorité la grue de chantier qui sera sur le chantier. Les entreprises devront se faire connaître auprès du maître d'oeuvre pour les déchargements.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

#### 4.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	APPROVISIONNEMENTS			

24	<p>Afin de faciliter et rationaliser les approvisionnements, la maîtrise d'œuvre et les entreprises prévoient, en fonction des volumes et quantité des matériaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La planification des approvisionnements en fonction de l'enchaînement des tâches</li> <li>• Les moyens matériels d'approvisionnement, en particulier les moyens communs : appareils de manutention, recettes à matériaux,...</li> <li>• Les infrastructures provisoires ou définitives : accès, voie de circulation,...</li> </ul> <p>Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les modes opératoires d'approvisionnement des matériels et matériaux.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
	<b>STOCKAGES</b>			
				
22	<p>Les zones de stockages seront réalisées avec des matériaux secs, sains, plans et soigneusement compactés, dès le début des travaux. Elles devront supporter les charges stockées et permettre la reprise aisée des matériels, matériaux et produits stockés. Elles seront entretenues par les entreprises entreposant leurs matériels, matériaux et produits. Chaque zone de stockage sera matérialisée et signalée (proscrire le ruban de signalisation trop fragile).</p> <p>Le stockage à l'intérieur ou sur les ouvrages (local, dalle, plancher, toiture, etc...) sera subordonné à l'autorisation préalable de la Maîtrise d'œuvre, en fonction des charges admissibles, de la nature des produits notamment dangereux, et de l'enchaînement des interventions d'entreprises dans la zone concernée. Le stockage d'un produit dangereux sera réalisé conformément aux conditions prévues dans la fiche de données de sécurité de ce produit.</p> <p>Chaque entreprise doit préciser dans son PPSPS ses besoins en surface de stockage, les périodes d'utilisation, et les transmettre à la maîtrise d'œuvre. La FDS de chaque produit dangereux utilisé sur le chantier sera jointe au PPSPS de l'entreprise. Le stockage des produits chimiques sera effectué en respectant les règles de compatibilité.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier

#### 4.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<b>EVACUATION DES DECHETS DANS LE BÂTI</b>			



18	<p>Les déchets doivent être stockés hors des zones de travaux afin de faciliter les circulations, les déplacements et limiter les risques d'accident de plain pied.</p> <p>Afin d'éviter les risques de projections et de poussières, des systèmes d'évacuation des déchets et gravats doivent être mis en place par les entreprises qui les détailleront dans leur PPSPS (goulotte, big bag, autre...).</p> <p>Chaque entreprise, y compris sous-traitante, intervenant sur le chantier, est chargée d'assurer quotidiennement le nettoyage de ses zones de travail, d'acheminer l'ensemble de ses déchets jusqu'aux bennes lorsque celles-ci sont mises en place ou de les évacuer, par tous les moyens adaptés.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
85	<p><b>ZONE DE STOCKAGE ET ENLEVEMENT DES DECHETS NON DANGEREUX</b></p> <p><b>Déchets industriels banals (DIB)</b></p> <p>Mettre à disposition des bennes correspondant aux différents produits non dangereux à évacuer et en assurer également la gestion (enlèvement, remplacement, etc...)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- papiers, cartons (propres et pliés),</li> <li>- bois,</li> <li>- polystyrènes, plastiques,</li> <li>- métaux</li> </ul>	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier

#### 4.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
86	<p><b>UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES</b></p> <p>De manière générale, tout intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel. Cette vérification doit l'amener, lorsque les protections collectives ne sont pas installées ou lorsque celles en place s'avèrent insuffisantes ou inadaptées aux risques encourus, à mettre en œuvre à ses frais, les protections nécessaires et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur.</p> <p>Lorsqu'une entreprise est contrainte d'enlever temporairement une protection collective, en particulier une protection contre les risques de chute (garde-corps ou partie de garde-corps, platelage, obturation de trémie ou réservation,...) afin de réaliser un travail particulier, elle ne pourra entreprendre ce travail sans avoir au préalable adopté les mesures de sécurité compensatoires efficaces, aussi bien pour son propre personnel que pour l'ensemble des intervenants sur le chantier. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, l'entreprise mettra en place les dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent. En cas de carence d'une entreprise concernant la mise en place de protections collectives dont l'absence est de nature à causer un risque, le maître d'œuvre fera poser ces protections par une entreprise de son choix, aux frais de l'entreprise défaillante.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p> <p><b>Maintenance des protections collectives</b></p>	Toutes entrep.		Durée chantier

6	Assurer la maintenance des protections collectives sur le chantier.			Durée chantier
87	<b>Enlèvement temporaire d'une protection collective</b> Interdire l'accès à la zone dangereuse, par des dispositifs matériels de condamnation. Signaler le danger.	Entrep. concernée		Durée chantier
88	<b>Enlèvement temporaire d'une protection collective - Adaptation pendant les travaux</b> L'enlèvement temporaire d'une protection collective, est subordonné à la mise en oeuvre de mesures compensatoires efficaces. Lorsqu'une entreprise est contrainte de retirer un dispositif de protection contre les chutes (platelages, garde-corps, obturateur de trémie, de réservation,...) afin de réaliser ses travaux, elle doit, à chaque intervention et autant que nécessaire, adapter le dispositif de protection à la nouvelle configuration de la zone de travaux. L'accès à la zone rendue dangereuse sera interdit par des dispositifs matériels de condamnation. Le danger sera signalé par tout moyen efficace. Le PPSPS de l'entreprise précisera les mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.	Toutes entrep.		Durée chantier
33	<b>UTILISATION DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE TEMPORAIRE : MESURES GENERALES</b> <b>Rappel</b> : l'installation électrique temporaire fera l'objet de vérification initiale et périodique. Les opérations de maintenance seront effectuées régulièrement, afin de supprimer dans les meilleurs délais, les défauts et anomalies signalées par les utilisateurs. La surveillance du bon fonctionnement des installations électriques temporaires implique, outre la participation de l'entreprise qui en est chargée, celle de chaque entreprise du chantier et de chaque personne utilisant l'installation. Toute personne constatant une anomalie, une défectuosité, dans l'utilisation de l'installation électrique doit prévenir immédiatement son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de sa surveillance et de sa maintenance. Ces consignes seront décrites dans les PPSPS et devront être commentées à tous les personnels lors de l'accueil sécurité.	ELECTRICITE GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier


#### 4.6. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	MOYENS COMMUNS: CONVENTION DE MISE A DISPOSITION			


89	<p>Cette convention conservée sur le chantier, mentionnera, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la date de mise à disposition</li> <li>les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter</li> <li>les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt</li> <li>les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir</li> <li>tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc...</li> </ul> <p><b>Utilisation de la grue</b></p>	Entrep. concernée		Durée chantier
43	<p>Etablir une convention de mise à disposition de cet équipement, mentionnant, outre les noms et raisons sociales des entreprises concernées, les noms des responsables, la nature et les caractéristiques de l'équipement faisant l'objet du prêt, les modalités de sa mise à disposition, les obligations et les responsabilités de chacun, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la date de mise à disposition - la durée du prêt</li> <li>les consignes de mise en œuvre et d'utilisation de l'équipement, les consignes de sécurité à respecter</li> <li>les obligations concernant les habilitations nécessaires à l'utilisation ou la conduite de l'équipement : habilitation du responsable hiérarchique de l'entreprise utilisatrice de l'équipement de travail, objet du prêt</li> <li>les obligations concernant les vérifications réglementaires de sécurité réalisées et à prévoir</li> <li>tout document utile à la mise en œuvre de l'équipement de travail : notice d'instructions du constructeur, carnet de maintenance, dernier compte-rendu de vérification réglementaire, constat contradictoire de l'état de l'équipement, etc...</li> </ul>	Entrep. concernée		Durée chantier

#### 4.7. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE


N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en œuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES			

4	<p>La co-activité due à des interventions simultanées ou successives d'entreprises, impose la mise en œuvre de mesures de prévention dans le respect des principes généraux de prévention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La planification des interventions d'entreprises sera organisée, autant que possible, de manière à supprimer les co-activités génératrices de risques.</li> <li>- Lorsque la planification des interventions d'entreprises laisse subsister un risque de co-activité, l'intervenant qui génère le risque mettra en place des moyens de prévention collective de manière à l'éviter ou le réduire. Il en informera les autres entreprises, le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS (PPSPS Partie « Risques exportés »).</li> <li>- Les travaux incompatibles feront l'objet d'un repérage particulier dans le planning afin de supprimer les co-activités (amiante, plomb, utilisation de produits inflammable et/ou explosif, montage, démontage d'éléments préfabriqués lourds, etc....)</li> <li>- La réalisation des protections collectives définitives intégrées dans l'ouvrage, des accès définitifs, sera préférée à l'installation de protections et d'accès provisoires de chantier.</li> <li>- Chaque entreprise recherchera et mettra en œuvre des solutions permettant d'éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise à l'enlèvement temporaire d'une protection collective.</li> <li>- Toute zone de travail à risque (chute d'objets, évolution de matériel, zone de montage, d'essais, etc....) sera signalée par tout moyen adapté (balisage, chainette, panneau, etc....), par l'entreprise générant le risque. En outre, une surveillance de ces zones par une ou plusieurs personnes chargées d'en interdire l'accès est indispensable.</li> <li>- L'entreprise qui investit une zone du chantier, ou de l'ouvrage, est tenue de vérifier qu'elle ne présente pas de danger avant d'y faire travailler son personnel. Toute anomalie doit être signalée au maître d'oeuvre et au coordonnateur SPS.</li> </ul>	Tous interv.		Durée chantier
17	<p><b>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</b></p> <p>La planification des travaux sera faite de manière à éviter les co activités génératrices de risques, notamment les travaux superposés, les travaux incompatibles, etc., conformément aux principes généraux de prévention. Les secteurs géographiques affectés aux différents travaux seront au besoin mentionnés.</p> <p>Le planning des travaux fera apparaître également les dates et périodes de mise à disposition des moyens communs définitifs ou provisoires, notamment d'accès, de circulation, de protection collective, de manutention, etc....</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage Toutes entrep.		Durée chantier
	<b>PORT DES E.P.I.</b>			
				
51	<p>Lorsque la protection ne peut être pleinement assurée par des dispositifs de protection collective, des équipements de protection individuels devront être mis à disposition des intervenants. Chaque entreprise a en charge la vérification du port effectif des ces EPI par son personnel y compris le personnel intérimaire.</p> <p>Le prêt d'EPI aux visiteurs sera assuré par l'intervenant de chantier recevant ces visiteurs (maître d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, entreprise...).</p>	Tous interv.		Durée chantier
	<b>RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES</b>			


				
54	<p>Qu'il s'agisse d'opérations de <b>retrait / encapsulage</b> ou bien d'interventions sur des matériaux, équipements, matériels, articles susceptibles d'émettre des fibres d'amiante, et afin d'éviter tout risque de co- activité, les moyens adaptés seront mis en œuvre par l'entreprise afin de réduire au niveau le <b>plus bas techniquement possible</b> la durée et le niveau d'exposition des intervenants, et garantir l'absence de pollution des bâtiments, structures, installations dans lesquels ou dans l'environnement desquels sont réalisées les opérations.</p> <p><b>Ces moyens comprennent :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des techniques et modes opératoires de réduction de l'empoussièrement : travail robotisé en système clos, imprégnation à cœur des matériaux (agents mouillants), démontage d'éléments, déconstruction.</li> <li>• Les mesures nécessaires de confinement et de limitation de la diffusion des fibres à l'extérieur de la zone des opérations : moyens de décontamination appropriés, et procédures de décontamination.</li> <li>• Le contrôle de l'empoussièrement grâce à un programme de mesures destinées à vérifier en permanence, dans toutes les zones de travaux, que le niveau d'empoussièrement ne dépasse pas les seuils prescrits par la réglementation. Ce programme de mesures est détaillé dans le plan de retrait ou d'encapsulage (PDRE – Travaux sous section 3) ou dans les modes opératoires d'intervention (intervention sous section 4).</li> </ul>			Phase Démolition
	<b>RISQUES LIES AUX TRAVAUX EN FOUILLE OU EN EXCAVATION</b>			
				
25	<p>Avant tout travaux l'entreprise doit s'informer de l'existence éventuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de terre rapportée sur la zone de ses travaux</li> <li>• de réseaux ou canalisations enterrés</li> <li>• des risques d'imprégnation du sous-sol par des produits chimiques dangereux</li> </ul> <p>Les fouilles et excavations devront être réalisées, aménagées et signalées dans les conditions prescrites par le code du travail. Elles seront en particulier blindées ou talutées afin de prévenir tout risque d'ensevelissement des personnes devant effectuer des interventions en fond de fouille.</p> <p>Des moyens d'évacuation rapide seront mis en place. Des moyens de franchissement seront positionnés sur les fouilles de largeur supérieure à 0,40m. Les parois des fouilles en tranchée ou en excavation devront être aménagées de façon à prévenir les éboulements.</p> <p><b>Blindage</b></p>	Titulaire du lot		Phase VRD et GO

91	Blinder les fouilles aux parois verticales ou sensiblement verticales de plus de 1,30m de profondeur dont la largeur est égale ou inférieure à 2/3 de la profondeur, ainsi que les fouilles de moindre profondeur présentant des risques d'éboulement. <b>Moyens de franchissement : piétons - véhicules</b>	GROS OEUVRE - CARRELAGE TERRASSEMEI - VRD		Durée interv.
92	Mettre en place des passerelles permettant aux piétons de franchir les fouilles de plus de 0,40 m. de largeur. Mettre en place des moyens de franchissement pour les véhicules. <b>Moyens de protection contre les chutes dans la fouille</b>	GROS OEUVRE - CARRELAGE TERRASSEMEI - VRD		Durée interv.
93	Mettre en place des protections collectives contre les chutes en bord de fouille et d'excavation	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier
50	<b>RISQUES LIES A L'ENDOMMAGEMENT DE RESEAUX</b> Avant tout travaux, l'entreprise doit être en possession de l'ensemble des documents issus des DT, des DICT (plans, recommandations des exploitants réseaux .....), des résultats des investigations complémentaires si réalisées en phase projet, des fiches techniques issues du "guide technique fascicule 2" correspondants aux opérations à réaliser ( <a href="http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr">http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr</a> ) Le personnel affecté aux travaux (encadrant et opérateurs) sera titulaire d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR). L'entreprise devra mettre en œuvre les techniques de travaux en tenant compte de la précision de l'outil employé et de l'incertitude de localisation des ouvrages existants. Dans le cas de la découverte de réseaux non répertoriés, elle devra arrêter son intervention et en informer la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et le coordonnateur SPS. La zone concernée sera correctement balisée par la mise en place d'une signalétique informant du danger avec interdiction d'entreprendre des travaux dans cette zone. Il en sera de même en cas d'endommagement ou de suspicion d'endommagement des réseaux. <b>Formation autorisation</b>	Maître d'oeuvre		Phase VRD et GO
90	Au <b>1er janvier 2018</b> , les encadrants, les chefs de chantier et les conducteurs d'engins doivent disposer d'autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR) délivrées par leur employeur.	Entrep. concernée		Durée chantier
	<b>RISQUES LIES AUX ARMATURES ET TUBES EN ATTENTE</b>			
				

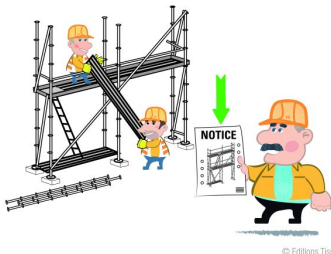




12	<p>L'utilisation des embouts de protection de diamètre inférieur à 50 mm est interdite sur le chantier car ces dispositifs n'offrent pas une protection suffisante contre le risque de perforation ou d'empiement dus aux armatures ou tubes en attente. Les entreprises qui génèrent ce risque doivent impérativement se rapprocher de leur bureau d'études afin de prévoir et mettre en œuvre, dès la conception, des solutions techniques offrant un bon niveau de protection, telles que le façonnage en «U» inversé, la pose d'armature horizontale, le crossage, le tubage, etc. A défaut, prévoir des gouttières de sécurité en PVC.</p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Phase GO
	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR</b>			
				
37	<p>Les mesures adaptées devront être retenues afin de réduire au minimum les travaux et déplacements en hauteur susceptibles d'exposer les intervenants à un risque de chute. A cette fin, les modes opératoires de l'entreprise devront prévoir chaque fois que cela est possible, l'assemblage des éléments au sol et la mise en œuvre de dispositifs d'accrochage ou de décrochage à distance. Dans l'hypothèse où les déplacements en hauteur ne peuvent être évités, les entreprises mettront en œuvre, après évaluation de risques et selon les modes opératoires retenus des moyens collectifs de protection, définitifs ou provisoires, tels que des garde-corps, des surfaces de recueil, etc. Le port d'un système individuel d'arrêt de chute sera exclusivement réservé aux cas où la mise en œuvre des moyens collectifs de protection s'avère impossible.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
94	<p><b>Pose et dépose de protections collectives</b></p> <p>Poser et déposer les protections collectives à l'aide de moyens sécurisés eux-mêmes équipés de protection collective (PEMP, échafaudage,).</p> <p>En cas d'impossibilité d'utiliser un équipement collectif de protection, des équipements individuels seront utilisés pour des interventions de courte durée, non répétitives.</p> <p>Dans tous les cas, après évaluation des risques, l'entreprise précisera dans son PPSPS le mode opératoire de pose et dépose et les moyens qu'elle met en œuvre afin d'assurer, en permanence, la continuité de ces protections collectives. L'enlèvement temporaire d'une protection collective crée un danger. Ce retrait doit être exceptionnel et s'il ne peut être évité, il est subordonné à la mise en œuvre de mesures compensatoires efficaces.</p>	COUVERTURE - ETANCHEITE GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier
95	<p><b>Réception des filets de recueil</b></p> <p>Réceptionner les filets avant d'autoriser les travaux prévus. Un procès-verbal (PV) sera établi lors d'une visite commune entre le donneur d'ordres (en général l'utilisateur) et l'installateur (ou poseur), mais signé par les deux parties. La vérification de la conformité de l'installation au dossier technique est indispensable. Tenir à disposition la notice d'instructions du fabricant accompagnant le filet.</p> <p><b>Vérification régulière des filets en service</b></p>	COUVERTURE - ETANCHEITE		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée


**INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER**
**PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE**

96	<p>Veiller au maintien des filets dans le même état de conformité et sans modification depuis la réception, par une vérification régulière confiée à une personne compétente. Cette personne doit vérifier notamment au moins une fois par semaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le bon état des filets,</li> <li>• leur tension,</li> <li>• la bonne conservation des systèmes de fixation et des points d'accrochage.</li> </ul> <p>Pendant les périodes de vent fort, vérifier quotidiennement l'état des estropes</p> <p>Changer les nappes présentant une seule blessure de cordonnet ou une seule rupture de maille ou donnant des signes d'usure, ainsi que les nappes ayant récupérées un homme ou une masse au moins équivalente, si une réparation doit être envisagée, la faire effectuer par le fabricant du filet ou par une personne spécialement formée.</p> <p>Renforcer ou remplacer, autant que de besoin, appareils de fixation et points d'accrochage.</p> <p>En cas de modification de l'installation, établir un nouveau procès-verbal.</p>	COUVERTURE - ETANCHEITE		Durée interv.
	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION DE PEMP</b>			
				
38	<p>La conduite des PEMP (Plate-forme Elévatrice Mobile de Personne) est subordonnée à l'obtention d'une autorisation de conduite délivrée par le chef d'entreprise attestant de la formation et de l'aptitude médicale des opérateurs.</p> <p>Le matériel sera conforme et à jour des contrôles réglementaires.</p> <p><b>Consignes d'utilisation des PEMP</b></p>	Entrep. concernée		Durée chantier
97	<p>Tenir à disposition des organismes de prévention et du CSPS, sur le chantier, les autorisations de conduite ainsi que le dernier rapport de vérification de l'équipement et sa notice.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Baliser la zone d'évolution de la PEMP ainsi que la zone à risque de chute d'objet depuis le poste de travail</li> <li>- Inspecter quotidiennement avant utilisation et, en tout cas, avant tout début des travaux, les différents éléments de la PEMP.</li> <li>- Respecter la notice d'instructions ou d'utilisation établie par le constructeur de la PEMP ou à défaut par le chef d'entreprise.</li> <li>- Il est interdit de sortir du panier de la nacelle, à l'exception des PEMP adaptées et conformes à cette disposition.</li> <li>- Prévoir la présence au sol d'un opérateur supplémentaire pour alerter les secours en cas de besoin et assurer la surveillance de l'environnement</li> </ul>	Entrep. concernée		Durée chantier
29	<p><b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR A PARTIR DES PLANCHERS, TREMIES, RESERVATIONS, GAINES, REGARDS</b></p> <p>Les modes opératoires des entreprises devront être détaillés dans chaque PPSPS, en tenant compte des modes constructifs retenus (pré- dalles, bacs métalliques, plancher coulé en place, autre...).</p> <p>Les trémies et gaines seront protégées contre tout risque de chute soit par platelage <b>solidement fixé</b> (petite trémie de section &lt; à 1m²), soit par garde-corps (grande trémie de section &gt; à 1m²).</p> <p><b>Planchers</b></p>	GROS OEUVRE - CARRELAGE PLOMBERIE		Durée chantier



98	Mettre en place des gardes-corps en rive de plancher	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
99	<p><b>Trémies</b></p> <p>Prévoir dans le descriptif des travaux des systèmes intégrés permettant la mise en place des protections provisoires (Réservations, attentes..)</p> <p>Mettre en place les gardes-corps provisoires en périphérie des trémies.</p> <p>Poser les gardes-corps définitifs.</p>	Maître d'oeuvre		Ph. préparation
100	<p><b>Trémies d'escaliers intérieurs</b></p> <p><u>Dans le but d'assurer la continuité des protections collectives contre les chutes de hauteur, et afin de ne pas gêner les travaux de second oeuvre</u> (pose des cloisons, des garde-corps définitifs, des revêtements de sol, etc.) prévoir la mise en oeuvre des dispositifs décrits dans la fiche OPPBTP B1 F05 11, c'est à dire :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>soit un plancher à trappes obstruant la totalité de la superficie de la trémie, de résistance suffisante. Il comportera une trappe d'accès à fermeture automatique pour le personnel, et une trappe permettant la manutention des matériaux de grande dimension.</li> </ul> <p><b>Attention :</b> <u>ce plancher permet la circulation de personnes et ne doit servir ni au stockage de matériaux, ni de surface d'appui d'échafaudages ou d'étais</u> (lots charpente, gros oeuvre, peinture, etc.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>soit des garde-corps rigides dont les potelets seront insérés dans un ancrage lui-même fixé sur la rive de dalle. Les gardes corps seront conformes à la norme NF EN 13374. Ce système sera préféré aux potelets à pinces, ou aux fourreaux noyés dans le dessus de la dalle, qui présentent l'inconvénient de devoir être déposés afin de permettre le travail des corps d'état de second oeuvre au bord de la trémie.</li> </ul>	GROS OEUVRE - CARRELAGE		Durée chantier
101	<p><b>Réservations, gaines</b></p> <p>Mettre en place des platelages fixés au sol sur les réservations.</p>	ELECTRICITE GROS OEUVRE - CARRELAGE PLOMBERIE		Durée chantier
<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHAFAUDAGES</b>				
 <p>© Editions Tissot</p>				

19	<p>Le montage, le démontage ou la modification sensible d'un échafaudage ne doit être effectué que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs ayant reçu une formation à la sécurité spécifique.</p> <p>En conséquence, il est formellement interdit à tout utilisateur d'apporter quelques modifications que ce soit, à l'échafaudage, de sa propre initiative.</p> <p>Lorsque des plateformes ou des échafaudages de pied sont prévus, ils seront construits dans le respect des prescriptions réglementaires qui leur sont applicables. Les dispositions des recommandations CNAM R.408 "Montage, utilisation et démontage des échafaudages de pied", et R.457 "Prévention des risques liés au montage, au démontage et à l'utilisation des échafaudages roulants" seront appliquées.</p>	Entrep. concernée		Durée chantier
102	<p><b>Panneau d'identification</b></p> <p>Mettre en place le panneau réglementaire. PV de vérification</p>	Entrep. concernée		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
	<b>RISQUES DE CHUTE DE HAUTEUR LORS DE L'UTILISATION D'ECHELLE D'ESCABEAU ET MARCHÉ PIEDS</b>			
				
62	<p>Les échelles, escabeaux, et marche pieds ne peuvent pas être utilisés comme postes de travail conformément au code du travail. La mise en place de plateformes individuelles roulantes, convenablement protégées contre les risques de chutes de hauteur, permet de satisfaire aux principes généraux de prévention</p>	Entrep. concernée		Durée chantier
	<b>TRAVAUX SUPERPOSES GENERANT DES RISQUES DE CHUTES D'OBJETS</b>			
				
30	<p>Les travaux superposés <b>sont proscrits</b> : privilégier les mesures de planification et, en cas d'impossibilité, mettre en oeuvre des moyens de réception ou de protection dont la résistance sera compatible avec l'importance des charges susceptibles de chuter. L'entreprise sera tenue de prendre toutes dispositions qu'impose le risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en installant tous matériels ou matériaux pour qu'ils ne puissent tomber accidentellement,</li> <li>• en limitant la hauteur de stockage et en tenant compte des caractéristiques des objets et de leur emballage,</li> <li>• en interdisant l'accès de la zone par un balisage approprié,</li> <li>• en mettant en place des auvents, filets, platelages, etc.... ,</li> <li>• en installant des protections basses (plinthes) en périphérie de la zone de travail.</li> </ul>	Toutes entrep.		Durée chantier

	TRAVAUX GENERANT DE FORTES NUISANCES : BRUIT, POUSSIÈRES			
				
61	<p><b>Nuisances dues au bruit :</b> Respecter strictement la réglementation en vigueur lors de l'utilisation d'engins de chantier bruyants. Mettre en oeuvre tous les moyens et dispositions nécessaires tels que capotage, écran, silencieux, pièges à son etc..., afin de ne pas dépasser les limites réglementaires en matière de niveaux acoustiques.</p> <p><b>Nuisances dues aux poussières :</b> Limiter les travaux occasionnant la production de poussières. <u>En cas d'impossibilité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ventiler les locaux hors d'air.</li> <li>• humidifier les matériaux ou le sol.</li> <li>• aspirer les poussières à la source.</li> </ul>	Entrep. concernée		Phase Gros Oeuvre



## 5. MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT


### 5.1. OPERATIONS DE BATIMENT SUPERIEURE A 760 K€ : VRD PRELIMINAIRES A LA CHARGE DU MAÎTRE D'OUVRAGE A REALISER AVANT TOUTE INTERVENTION D'ENTREPRISES (R4533-1 ET SUIVANTS)

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
41	<b>VOIRIES DE DESSERTE DU CHANTIER ET RACCORDEMENTS AUX DIFFERENTS RESEAUX</b> <b>Rappel</b> des dispositions réglementaires à la charge du Maître d'ouvrage : avant toute intervention des entrepreneurs et des sous-traitants, le chantier doit disposer : <ul style="list-style-type: none"> <li>d'une desserte en voirie,</li> <li>d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité,</li> <li>d'une évacuation des matières usées.</li> </ul>	Maître d'ouvrage		Avt trvx - Maintenu pdt leur durée

## 6. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

### 6.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	APPEL DES SERVICES D'URGENCE - MOYEN D'APPEL - CONSIGNES AUX INTERVENANTS			
				
52	<p>Les numéros d'appel des services d'urgence seront affichés sur le chantier et mentionnés sous forme de consigne, dans le PPSPS de chaque entreprise.</p> <p>Ces numéros ainsi que la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incendie, seront communiqués à chaque salarié y compris intérimaire, lors de l'accueil sécurité à son arrivée sur le chantier et affichés dans les locaux affectés aux travailleurs.</p> <p>Un moyen d'appel de secours sera à disposition, en permanence, sur le chantier.</p>	Tous interv.		Durée chantier
	ACCES DES SECOURS AU CHANTIER - MOYEN D'EVACUATION - PLAN DE SECOURS <b>Secours PRS</b>			
				
59	<p>Définir le nombre et les emplacements des Points de Rassemblement Secours (<b>PRS</b>).</p> <p>Mettre en place et maintenir une signalisation de ces PRS et un fléchage directionnel depuis les voies classées à grande circulation desservant le chantier.</p> <p>Panneaux spécifiques dimensions 80cm X 80cm, écriture noir sur fond jaune, placées sur des supports rigides à 1m de hauteur minimum.</p> <p>Ces PRS seront décidés lors de l'installation de la base vie.</p>			Durée chantier
	SAUVETEURS - SECOURISTES DU TRAVAIL (SST) - TROUSSE DE SECOURS			

				
35	<p>Des mesures appropriées doivent être prises pour donner rapidement les premiers secours à toute personne blessée au cours du travail.</p> <p>Pour ce faire il convient d'affecter au chantier un nombre suffisant de sauveteurs secouristes du travail (SST) (recommandation CARSAT : 10% de l'effectif présent), correctement répartis sur l'ensemble des zones de travaux.</p> <p>Le PPSPS de chaque entreprise précisera la liste des secouristes, à jour de leur recyclage, présents sur le chantier.</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
8	<p><b>TRAVAILLEURS ISOLES</b></p> <p><b>Rappel</b> : un travailleur isolé est celui qui effectue une tâche, dans un environnement de travail, où il ne peut-être vu ou entendu directement par d'autres et où la probabilité de visite est faible.</p> <p>L'entreprise recherchera, autant que possible, les moyens <b>d'éviter</b> ces situations de travail.</p> <p>En cas d'impossibilité, dans le cadre de son analyse de risque, l'entreprise <b>définira</b> dans son PPSPS les moyens organisationnels mis en oeuvre pour assurer la sécurité du travailleur isolé (moyens d'alerte - DATI, moyens de surveillance, organisation particulière, etc...)</p>	Tous interv.		Durée chantier

## 7. ANNEXES

### 7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

#### 7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	ETS PUBLIC DE SANTE MENTALE DE CAEN 15 T RUE SAINT OUEN CS 45373 14053 CAEN CEDEX 4 France		0231305050 0231305038
Maître d'ouvrage personne physique	ETS PUBLIC DE SANTE MENTALE DE CAEN 15 T RUE SAINT OUEN BP 223 14012 CAEN CEDEX France	M. GODEL Pascal	0231305050 0231305038 pascal.godel@epsm-caen.fr
Maître d'oeuvre	CABINET BOISROUX ARCHITECTE ASSOCIES 14 Impasse Amiral Troude 50101 CHERBOURG OCTEVILLE France		0233875800 0233875801 contact@abarchi.net
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE NORD OUEST SAS - Caen 5 rue d'Atalante Le Citis CS 90200 14205 HEROUVILLE SAINT CLAIR CEDEX France	M. BOSCHE MIKAEL	0231533139 0761696744 mikael.bosche@apave.com
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE NORD OUEST SAS - Caen 5 rue d'Atalante Le Citis CS 90200 14205 HEROUVILLE SAINT CLAIR CEDEX France	M. BOSCHE MIKAEL	0231533139 0761696744 mikael.bosche@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

### 7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
----------------	---------	--------------	--------------------------

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole



### 7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	<b>15</b> (à partir d'un tel. fixe) ou <b>112</b> (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	<b>17</b>
Pompiers	<b>18</b>

### 7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

### 7.1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01	TERRASSEMENT - VRD	<i>Non désigné</i>							
02	GROS OEUVRE -CARRELAGE	<i>Non désigné</i>							
03	CHARPENTE BOIS	<i>Non désigné</i>							
04	COUVERTURE - ETANCHEITE	<i>Non désigné</i>							
05	MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE	<i>Non désigné</i>							
06	CLOISONS - DOUBLAGES	<i>Non désigné</i>							
07	MENUISERIES INTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
08	FAUX PLAFONDS	<i>Non désigné</i>							
09	SOLS SOUPLES	<i>Non désigné</i>							
10	PEINTURES	<i>Non désigné</i>							
11	ASCENSEUR	<i>Non désigné</i>							
12	VEGETALISATION	<i>Non désigné</i>							
13	ELECTRICITE	<i>Non désigné</i>							
14	PLOMBERIE	<i>Non désigné</i>							

## 7.2. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe du présent PGC.

## 7.3. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- voir document joint en annexe du présent PGC.

## 7.4. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTB.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

.1.2. organismes de préventions institutionnels